

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/33/372

14 novembre 1978

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS/
RUSSE

Trente-troisième session
Point 98 de l'ordre du jour

MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR DES ETATS MEMBRES
AUX HABITANTS DES TERRITOIRES NON AUTONOMES

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 5	2
II. BOURSES OFFERTES ET ATTRIBUEES	6 - 8	2
III. DEMANDES PRESENTES PAR L'INTERMEDIAIRE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	9 - 13	7

I. INTRODUCTION

1. Par sa résolution 845 (IX), datée du 22 novembre 1954, l'Assemblée générale a invité les Etats Membres à offrir aux habitants des territoires non autonomes des moyens d'enseignement, non seulement pour les études supérieures théoriques et pratiques, mais aussi pour les études postprimaires ainsi que pour la formation technique et professionnelle qui présente un intérêt pratique immédiat.

2. Les offres faites au titre de la résolution 845 (IX) de l'Assemblée générale sont communiquées par le Secrétariat aux puissances administrantes, conformément à la résolution 1696 (XVI) de l'Assemblée, en date du 19 décembre 1961, de façon qu'elles leur donnent une publicité appropriée dans les territoires qu'elles administrent.

3. Les bourses offertes au titre du programme sont décrites dans une brochure préparée par le Secrétariat à l'intention des candidats éventuels. Des renseignements à leur sujet sont également publiés dans la vingt et unième édition du manuel intitulé Etudes à l'étranger, 1977/78-1978/79, publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

4. En application de la résolution 845 (IX) de l'Assemblée générale et d'autres résolutions relatives à la question des bourses d'études adoptées ultérieurement 1/, le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale des rapports donnant des renseignements détaillés sur les bourses qui ont été offertes et indiquant dans quelle mesure elles ont été utilisées 2/.

5. Le vingt-quatrième rapport, qui porte sur la période allant du 1er octobre 1977 au 14 novembre 1978, est soumis dans le présent document, conformément au paragraphe 5 de la résolution 32/38 de l'Assemblée générale, adoptée le 28 novembre 1977.

II. BOURSES OFFERTES ET ATTRIBUEES

1. Etats donateurs

6. Au cours de la période considérée, 31 Etats Membres ont offert des bourses à l'intention d'habitants de territoires non autonomes, comme suite aux résolutions de l'Assemblée générale mentionnées ci-dessus. Ces Etats Membres sont les suivants :

1/ Les résolutions les plus récentes de l'Assemblée générale sur cette question sont les résolutions 3423 (XXX) du 8 décembre 1975 et 31/32 du 29 novembre 1976 et 32/38 du 28 novembre 1977.

2/ Pour les rapports les plus récents, voir les documents A/10329 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/31/287 et A/33/277.

Allemagne, République fédérale d'	Jamahiriya arabe libyenne
Autriche	Malte
Brésil	Mexique
Bulgarie	Ouganda
Chypre	Pakistan
Egypte	Philippines
Emirats arabes unis	Pologne
Etats-Unis d'Amérique	République arabe syrienne
Ghana	République démocratique allemande
Grèce	Roumanie
Hongrie	Sri Lanka
Inde	Tchécoslovaquie
Iran	Tunisie
Israël	Turquie
Italie	Union des Républiques socialistes soviétiques
	Yougoslavie

2. Bourses offertes et attribuées

7. Les rapports qui ont été soumis précédemment à l'Assemblée générale contiennent les renseignements relatifs aux bourses offertes par des Etats Membres au 30 septembre 1977 et indiquent dans quelle mesure elles ont été utilisées.

8. Les renseignements pertinents reçus par le Secrétaire général depuis la publication de son dernier rapport sont les suivants :

Autriche

Par une note datée du 18 août 1978, le représentant permanent de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que son gouvernement avait offert trois bourses à des étudiants sud-rhodésiens pour qu'ils poursuivent leurs études en Autriche.

Brésil

Par une note datée du 18 septembre 1978, le représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que, comme en 1974 et 1975, son gouvernement continuait à offrir 12 bourses à des étudiants originaires de territoires non autonomes, en particulier de Namibie et du Zimbabwe, bien qu'il n'ait reçu aucune candidature en réponse à cette offre.

/...

Egypte

Par une note datée du 31 août 1978, la Mission permanente de l'Egypte auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général qu'au total 800 étudiants originaires de territoires non autonomes bénéficiaient de programmes de bourses, dont 50 d'Afrique australe. Pour l'année universitaire 1978/79, l'Egypte avait offert 98 bourses supplémentaires à des étudiants originaires d'Afrique australe, dont 20 avaient été attribuées comme suit : Afrique du Sud, 10; Namibie, 5; Zimbabwe, 5.

Etats-Unis d'Amérique

Par une note reçue le 9 septembre 1978, le représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que son gouvernement continuait à avoir deux programmes de bourses pour des études post-secondaires aux Etats-Unis, destinées à des étudiants originaires de pays d'Afrique gouvernés par des minorités : le Southern African Student Programme (SASP) et le Southern African Training Programme (SATP). Les bourses offertes aux participants de ces deux programmes couvrent les frais d'inscription, une indemnité de subsistance et le voyage aller et retour par avion.

Depuis la création du SASP en 1961, 550 étudiants de régions d'Afrique gouvernées par des minorités ont suivi des cours dans les universités des Etats-Unis au niveau des quatre premières années de l'enseignement supérieur et au-delà. Vingt-cinq étudiants (21 du Zimbabwe, 3 d'Afrique du Sud et 1 de Namibie) bénéficieront de bourses du SASP à l'automne de 1978.

Au cours des deux dernières années, 290 étudiants étaient inscrits dans des établissements d'enseignement post-secondaire des Etats-Unis et 120 dans des écoles africaines dans le cadre du SATP. Environ 960 étudiants avaient jusqu'à présent reçu une formation post-secondaire au titre de ce programme.

Par l'intermédiaire de son International Communication Agency, le Gouvernement des Etats-Unis offrait également une douzaine de bourses à des étudiants de Namibie, d'Afrique du Sud et du Zimbabwe. Pour bénéficier de ce programme, les candidats devaient avoir le bachelor's degree (grade de bachelier) et donner l'assurance qu'à leur retour en Afrique, ils pourraient trouver un travail correspondant à la formation qu'ils avaient reçue aux Etats-Unis.

Hongrie

Par une note datée du 13 septembre 1978, le représentant permanent de la Hongrie auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que le Comité hongrois de solidarité avait décidé d'offrir les bourses suivantes pour l'année universitaire 1978/79 : African National Congress (ANC) d'Afrique du Sud, 5 (une au niveau universitaire et quatre au niveau intermédiaire); Front patriotique du Zimbabwe, 5 (une au niveau universitaire et quatre au niveau intermédiaire); South West Africa People's Organization (SWAPO), 3 (une au niveau universitaire et deux au niveau intermédiaire).

/...

Inde

Par une lettre datée du 1er septembre 1978, le Premier Secrétaire de la Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé l'ONU que, dans le cadre du plan de bourses d'études générales du Ministère indien de l'éducation publique, 14 bourses (comprenant sur demande, les frais de voyage) avaient été offertes pour l'année universitaire 1978/79. Ces bourses, qui permettent de faire diverses études universitaires et de suivre des cours techniques, étaient réparties comme suit entre étudiants d'Afrique australe : Afrique du Sud, 8; Zimbabwe, 5; et Namibie, 1. Seule cette dernière est demeurée inutilisée. De plus, une bourse a été offerte chaque année à un étudiant ayant participé à la lutte de libération en Afrique du Sud, en Namibie ou au Zimbabwe.

Le Gouvernement indien a également pris des dispositions pour que les étudiants de Namibie et du Zimbabwe dont les études sont financées par le Commonwealth Fund for Technical Cooperation puissent préparer un diplôme et suivre des cours techniques dans diverses universités et établissements de formation indiens. Le Gouvernement de l'Inde fait aussi en sorte que certains de ces étudiants reçoivent une formation professionnelle ou autre qui leur permette de suivre certains cours de formation.

Israël

Par une note datée du 24 août 1978, le Chargé d'affaires par intérim de la Mission d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que l'Institut afro-asiatique pour la coopération et les études de main-d'oeuvre de Tel Aviv et d'autres établissements d'enseignement supérieur israéliens continuaient à ouvrir leurs portes à des étudiants originaires de territoires non autonomes. Des étudiants d'Afrique australe avaient d'ailleurs profité des possibilités ainsi offertes. Les frais de voyage aller-retour étaient couverts à l'aide de fonds internationaux, et la Histadrut (Confédération générale du travail israélienne) finançait le séjour et les études en Israël.

Jamahiriya arabe libyenne

Par des notes datées des 11 avril et 31 mai 1978, le représentant permanent de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que le Secrétariat de l'éducation publique de son gouvernement avait décidé d'offrir douze bourses d'études universitaires pour l'année 1978/79 à des étudiants originaires de territoires non autonomes ayant terminé leurs études secondaires. Ces bourses avaient été réparties comme suit : Ecole d'agriculture, 5; Ecole d'ingénieurs, 5; Ecole de médecine, 2. Les bourses couvraient les frais de logement et de nourriture, une indemnité de subsistance, les soins médicaux et le prix du voyage de retour des étudiants par avion. Les étudiants étaient en outre exonérés de tous droits d'inscription et frais d'études.

/...

Nouvelle-Zélande

Par une note datée du 25 septembre 1978, le représentant permanent de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que son gouvernement avait offert plusieurs bourses d'études et de formation à des habitants originaires de territoires non autonomes, pour l'année universitaire 1978/79.

Pour la première fois, une bourse de formation avait été offerte à la Namibie par l'intermédiaire de la Namibian Students' Union, et attribuée à un étudiant souhaitant faire des études de gestion agricole. La Nouvelle-Zélande avait aussi attribué des bourses à deux étudiants zimbabwéens qui préparaient respectivement un diplôme d'ingénieur et de pharmacien. En tout, 12 Zimbabwéens étudiaient en Nouvelle-Zélande.

Ouganda

Par une note datée du 5 septembre 1978, la Mission permanente de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que l'Ouganda offrait chaque année 15 bourses à des étudiants originaires de territoires non autonomes. A ce jour, l'Ouganda avait ainsi permis à 12 étudiants de préparer des diplômes au Makerere College. Le dernier de ces étudiants avait obtenu son diplôme en mars 1978. Pour les années 1977/78 et 1978/79 aucun étudiant qualifié n'avait fait acte de candidature pour obtenir une bourse.

Pologne

Par une note datée du 18 septembre 1978, le représentant permanent de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que pour l'année universitaire 1978/79, son gouvernement avait offert 15 bourses pour des études universitaires et 33 bourses pour trois ans de cours de formation professionnelle dans des écoles techniques de Pologne à des étudiants originaires de territoires non autonomes.

République démocratique allemande

Par une note datée du 27 septembre 1978, le représentant permanent de la République démocratique allemande auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général qu'au total 500 étudiants originaires de pays africains étaient inscrits dans des universités et autres établissements d'enseignement de la République démocratique allemande et que, par ailleurs, 250 étudiants d'Afrique australe devaient en principe s'inscrire pendant l'année à des cours destinés à améliorer leurs qualifications techniques. La République démocratique allemande continuerait à offrir des bourses d'études.

/...

Roumanie

Par une note datée du 8 septembre 1978, le représentant permanent de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que son gouvernement avait décidé d'offrir jusqu'à deux bourses à des étudiants originaires de territoires non autonomes. Les bénéficiaires seraient choisis parmi plusieurs étudiants sud-rhodésiens ayant fait acte de candidature.

Tchécoslovaquie

Par une note datée du 27 septembre 1978, le représentant permanent de la Tchécoslovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général que pendant l'année universitaire 1978/79, 15 étudiants originaires de Rhodésie du Sud au total, poursuivraient des études en Tchécoslovaquie. Pour l'année universitaire 1979/80, le Gouvernement tchécoslovaque offrait 20 bourses, qui couvrent les frais de voyage, les soins médicaux et le séjour (pension complète) dans des résidences subventionnées.

Union des Républiques socialistes soviétiques

Par des notes datées des 24 mai et 4 octobre 1978, le représentant permanent de l'Union soviétique auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général qu'à l'heure actuelle, 129 étudiants originaires de territoires non autonomes étudiaient en Union soviétique. De plus, une centaine d'étudiants de Namibie, d'Afrique du Sud et du Zimbabwe devaient s'inscrire en 1978 dans des établissements d'enseignement.

Yougoslavie

Par une note datée du 29 août 1978, la Mission permanente de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Secrétaire général qu'un total de 18 bourses avaient été offertes à des étudiants originaires de territoires non autonomes en 1978. Cinq à la SWAPO, 5 à la Zimbabwe African National Union (ZANU); 5 à la Zimbabwe African People's Union (ZAPU); et 3 à l'ANC.

III. DEMANDES PRESENTÉES PAR L'INTERMÉDIAIRE DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

9. Conformément à la procédure prévue dans la résolution 1696 (XVI) de l'Assemblée générale, les demandes de bourses que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies reçoit d'habitants de territoires non autonomes sont transmises simultanément aux Etats donateurs pour examen et aux puissances administrantes pour information.

10. Au 14 novembre 1978, 2 220 étudiants au total (contre 1 262 pour l'année précédente ayant pris fin le 30 septembre 1977), tous originaires de Rhodésie du Sud, avaient demandé au Secrétariat des renseignements et des formules de demande, qui leur avaient été envoyés.

/...

11. Quatre cent quatre-vingt dix huit formules de demande remplies (contre 388 l'année précédente) ont été renvoyées au Secrétariat. Sur ce nombre, 156 étaient incomplètes; les 342 autres demandes ont été transmises aux Etats donateurs intéressés, conformément à la procédure établie.

12. Les demandes visaient à obtenir des bourses offertes par les pays suivants (le nombre de demandes correspondant à chaque pays est indiqué entre parenthèses) :

Allemagne, République fédérale d'	(5)	Israël	(6)
Autriche	(3)	Italie	(8)
Bulgarie	(2)	Jamahiriya arabe libyenne	(3)
Chypre	(7)	Philippines	(2)
Egypte	(39)	Pologne	(2)
Emirats arabes unis	(13)	République arabe syrienne	(3)
Etats-Unis d'Amérique	(3)	République démocratique allemande	(42)
Ghana	(9)	Roumanie	(6)
Grèce	(92)	Tchécoslovaquie	(32)
Hongrie	(12)	Turquie	(5)
Inde	(15)	Union des Républiques socialistes soviétiques	(28)
Iran	(2)	Yougoslavie	(3)

13. Dans les renseignements qui leur sont envoyés, les candidats qui désirent faire des études aux Etats-Unis, au Ghana, en Pologne et en Union des Républiques socialistes soviétiques sont priés d'adresser directement leur demande de bourses au gouvernement intéressé; le Secrétariat ne reçoit donc pas toutes les demandes émanant de personnes désireuses de faire des études dans ces pays. Un certain nombre d'autres Etats donateurs reçoivent aussi des demandes que leur envoient directement des candidats originaires de territoires non autonomes, et leur donnent suite sans passer par le Secrétariat.
